

Coronavirus : quel avenir pour l'économie ?



Après un premier effondrement sur les marchés financiers, la mise en place du confinement n'a fait qu'accentuer les conséquences dévastatrices du coronavirus sur l'économie mondiale. Une véritable strangulation de l'activité économique, fermeture des commerces, plus de 10 millions de Français au chômage partiel : la récession attendue est d'une ampleur sans précédent.

Une chute d'au moins 11% de l'activité économique pour la France, et un déficit public qui devrait s'élever jusqu'à 9% du PIB : le coronavirus serait-il la preuve de l'instabilité et de la fragilité de notre système économique ?

Plusieurs économistes ont débattu dans quatre tribunes du *Monde* datées des 20, 21 et 22 mars 2020 sur l'économie post-coronavirus. Tout d'abord Xavier Ragot, directeur de recherche du CNRS et président de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), Jean-Eric Hyafil, professeur de Sciences Économiques et Sociales et co-auteur de deux livres sur le Revenu de base, puis Alain Trannoy, directeur d'études à l'EHESS, et enfin un collectif d'économistes et de sociologues membres d'Attac France.

Nous verrons dans un premier temps les solutions proposées pour réduire les impacts de la pandémie sur l'économie, dans un deuxième, le financement de ces solutions, et pour finir les grands enjeux mis en lumière par cette crise économique.

Pour garantir la sécurité des français et éviter la saturation des hôpitaux, le gouvernement a mis en place le 17 mars des mesures de confinement d'une durée initiale de 3 semaines, elles ont ensuite été prolongées jusqu'au 11 mai. Depuis, le déconfinement est très progressif, par région, et ne concerne que certains commerces. Alors que le virus circule toujours, il y a une certaine urgence à redémarrer au plus vite l'activité économique. Plus longtemps cette dernière est à l'arrêt, plus les conséquences à long terme seront graves. Déjà pour les estimations les plus optimistes, nous devrions atteindre de nouveau notre niveau de PIB du dernier trimestre de 2019 seulement en 2022. La croissance économique est à l'arrêt puisque la majorité des Français ne travaillent plus et sont au chômage partiel, et ceux qui travaillent dans les secteurs du tourisme et de la restauration menacent de mettre la clef sous la porte...

L'Etat n'a pas le choix : il doit apporter son aide à la production française. D'une part pour empêcher le maximum d'entreprises de disparaître à cause de cette crise, mais également pour assurer un meilleur redémarrage de l'économie au lendemain de cette crise. Pour Alain Trannoy, cela repose en grande partie sur la durée de l'arrêt. Pour lui, l'activité et l'emploi

doivent reprendre au plus vite. Mais il est évidemment conscient que dans le contexte actuel, il est mieux de privilégier la santé des Français. C'est pour cela que Xavier Ragot, propose lui d'autres initiatives de l'Etat, indépendantes de la durée de l'arrêt.

En fait, Ragot a étudié trois possibles stratégies. La première est une compensation partielle des revenus, et sans plan de relance, mais cette proposition est déjà écartée par l'Etat car elle n'encouragerait ni à la consommation, ni à la production, elle fragiliserait le système économique et provoquerait une hausse des inégalités. Pour la deuxième, il s'agit d'une compensation partielle des revenus avec plan de relance, mais cela présente quelques inconvénients. En effet, un plan de relance ne servirait qu'aux entreprises les plus solides qui auront survécu à la crise, pas pour les indépendants et les petites entreprises, cela accroîtrait les inégalités de revenu. Et puis, il faudrait aussi créer de nouveaux instruments fiscaux permettant cette relance.

C'est donc pour ces raisons que Xavier Ragot préconise la compensation intégrale des revenus, autant pour les ménages que pour les entreprises : c'est la dernière stratégie. En outre, il s'agirait de compenser la perte des points de croissance par la dette publique : s'il y a une chute de 6 points croissance du PIB, alors l'Etat devra emprunter à hauteur de 6 points de croissance du PIB. Et puis, le gouvernement a déjà mis en place certaines mesures comme les 300 Mds d'euros de garanties de crédit pour soutenir les entreprises, en plus des reports d'impôts et de charges, des cotisations sociales et des fonds de solidarité. Mais selon Ragot, l'Etat devrait aller encore plus loin, jusqu'à la suppression de certaines dettes et un chômage partiel plus important que simplement 84% du salaire net. Cependant les incertitudes règnent sur les conséquences à long terme : effectivement, un simple report et les garanties n'affecteront pas l'économie à long terme, contrairement aux compensations totales qui auront un impact important sur la dette publique pour les années futures.

Pourtant cela reste essentiel. Si l'on assure le revenu des ménages, le taux d'épargne à court terme augmentera et permettra un boom de consommation lors du retour à la normale. Même raisonnement pour les entreprises, cela leur permettra de survivre et de continuer leur activité comme auparavant. Mais compter sur la consommation des ménages et l'investissement des entreprises lors d'une crise économique est un pari bien risqué...

Certes, toutes ces mesures encouragent à l'accroissement de la dépense publique, mais nous n'avons plus le choix. Les dettes et déficits publics des pays n'en seront que plus importants, comme on le voit en Italie, avec une dette publique qui est actuellement de 135% du PIB et devrait atteindre les 155% fin 2020, évolution liée à un déficit public qui se situe autour à 10% du PIB. Ces chiffres sont bien loin des critères de convergence fixés par le Traité d'Amsterdam en 1997, soit 60% du PIB (pour la dette publique) et 3% du PIB (pour le déficit public). Mais où emprunter ? Comment financer tous ces plans de sauvetage de l'économie ?

Tout d'abord, pour soutenir les Etats, la BCE se devait d'intervenir. C'est la raison pour laquelle elle a mis en place un « Programme d'achat d'urgence pandémique » de 750 Mds d'euros. Il s'agit de rachats de dettes et d'actifs financiers en particulier des obligations des Etats. La banque centrale réactive le Quantitative Easing, et cela suscite de nombreux désaccords. On ne peut nier que cela sera bénéfique pour les Etats, car cette somme représente 7,5% du PIB européen. Par conséquent, cela les aidera à financer leurs dépenses publiques qui augmentent énormément. Enfin, à court terme ces mesures adouciront peut-être les effets néfastes de cette épidémie, mais selon Jean-Eric Hyafil, elles ne répondent pas au véritable problème.

En effet, selon lui le seul moyen de contrer le déficit est la création monétaire. En outre, il s'agit de faire augmenter la masse monétaire en circulation dans les pays grâce à une

injection de liquidités qui se fait aujourd'hui généralement via des prêts octroyés par les banques commerciales, monnaie qui servira à alimenter l'activité marchande. En fait lorsqu'une banque accorde un prêt, elle crée l'argent grâce à de simples écritures comptables. C'est justement ce que ce programme de rachats d'actifs est sensé préconiser. La BCE rachète les obligations aux banques commerciales afin d'encourager ces dernières à prêter à des taux d'intérêts moins élevés, mais les consommateurs et les entreprises ne sont pas présents : ils ne vont pas consommer et investir en pleine période de crise. Et c'est pour cela qu'au final, ces 750 Mds n'arriveront jamais dans l'économie réelle mais ne serviront qu'à alimenter les spéculations sur les marchés financiers : il n'y a pas eu le processus de création monétaire attendu.

Jean-Eric Hyafil propose alors de sortir du point de vue néoclassique (introduit notamment par Veblen et Marshall, reprenant les concepts de Smith, Ricardo et Walras) pour lequel c'est l'activité marchande qui finance la dette publique mais plutôt de rentrer dans le raisonnement keynésien (de J.M. Keynes) qui encourage l'intervention de l'Etat qui doit augmenter la dépense publique pour faire survivre l'activité marchande. On peut illustrer cela par le New Deal de Roosevelt après la Grande Dépression. Hyafil s'intéresse aussi au néo-chartalisme économique, qui est une doctrine pour laquelle la monnaie n'est qu'une forme de bon ou coupon qui sert à régler des taxes. Et rassemblant toutes ces pensées, il arrive à la conclusion suivante : la BCE doit faire une réforme monétaire radicale.

Laquelle ? Ne pas passer par le rachat des dettes via les banques commerciales mais directement de donner aux Etats, de financer directement le déficit public sans aucun intermédiaire. Ce n'est pas du tout la politique actuelle de la BCE, qui est plutôt opposée aux déficits publics, mais a-t-elle vraiment le choix ? Ce lien direct où elle donnerait le financement aux Etats serait une solution efficace, qui ne dépend de personne: ni de la bonne volonté des marchés financiers, ni de l'investissement des ménages et des entreprises, ni de la coopération des banques commerciales. Cette stratégie, on la connaît déjà sous le nom de financement monétaire ou encore sous l'expression plus connue « faire tourner la planche à billets ». Mais toujours, la politique de la BCE interdit le financement monétaire dans la zone euro. En effet, on sait combien il est simple de créer de la monnaie scripturale et de la donner aux Etats, mais il est très complexe d'établir le montant exact de ces aides. Si on injecte trop de liquidités, on retrouvera la situation en Allemagne pendant l'entre-deux-guerres, une hyperinflation donc une économie d'autant plus fragilisée et une monnaie sans aucune valeur. Hyafil demande donc que l'on fasse tourner la planche à billets mais à très court terme et seulement pour une petite part du déficit.

Évidemment, on peut aussi utiliser une méthode plus courante. Emprunter sur les marchés financiers, en particulier sur le marché obligataire. Selon Xavier Ragot, les sommes dont les pays ont besoin sont largement absorbables par les marchés financiers, qui regorgent de très grands investisseurs. Mais nous allons le voir cela n'est pas si simple, la France ne peut se permettre d'emprunter autant qu'elle veut.

La crise du coronavirus a aussi mis en lumière de grands enjeux de notre monde. De la relocalisation, à l'écologie en passant par la régulation des marchés boursiers, tout a été remis en question...

Premièrement, cette crise révèle le pouvoir et l'arbitrage des marchés financiers sur notre économie réelle. Tout n'est que spéculation et les économistes d'Attac France le dénoncent, l'économie entière repose sur le financement apporté par les gros investisseurs et les multinationales dont la seule rentabilité et les profits à court terme comptent. On ne peut le nier : nous sommes dépendants des marchés. Si dans notre crise actuelle nous sommes obligés de les solliciter, on le remarque bien, ils ne sont pas conciliants. Les intérêts sur les

obligations s'envolent pour cause de « risque d'insolvabilité » ce qui creuse encore plus le déficit. Et certains investisseurs se retirent même du marché car il devient trop dangereux de prêter à des pays qui atteignent des déficits publics astronomiques : moins d'offre, énormément de demande. Mais comment rétablir une croissance économique stable lorsque les investisseurs ne répondent pas à l'appel ou demandent des intérêts bien trop élevés ? Les marchés sont hors de contrôle et on voit à chaque bulle qui éclate qu'ils ne sont pas si solides et résistants. C'est l'un des plus flagrants « défauts » du néolibéralisme économique sans doute. Et puis, les lobbies bancaires ne lâchent pas l'affaire, après chaque crise et l'application de nouvelles réglementations, ils luttent auprès des gouvernements pour récupérer leurs « droits et libertés » en insistant sur l'importance des banques dans l'économie. Les marchés agissent à l'encontre du bien-être de l'économie mondiale, ils jouent de leur pouvoir et contrôlent tout. Par conséquent, il est indispensable de les réglementer et de les contrôler afin de renforcer notre système économique qui doit reposer sur des piliers moins imprévisibles.

Deuxièmement, selon l'association Attac France, la relocalisation n'est plus une option, c'est indispensable. On l'a vu par les pénuries qui ont touché la France en début de crise, le coronavirus nous a montré les inconvénients de la Nouvelle Division Internationale du Travail. En effet, la recherche d'une main d'œuvre peu coûteuse pour diminuer les coûts de production a incité un grand nombre d'entreprises à délocaliser. C'est vrai, la compétitivité-coût des pays était plus importante, mais lorsque les frontières sont fermées comme maintenant et que nous ne pouvons plus produire des produits essentiels sur notre territoire, comment faire ? Il y a 30 ans seuls 20% des principes actifs de l'industrie pharmaceutique venait de l'étranger, aujourd'hui, c'est plus de 80%. Et puis, nous entrons dans un nouveau monde aux nouveaux enjeux, la question de la qualité des emplois, de la pollution et de la production de masse sont relevées. Il semble donc essentiel de diminuer les flux de capitaux et de marchandises à l'international et de se concentrer sur notre production nationale afin de pouvoir répondre aux besoins des Français en toutes circonstances. Cela n'en sera que mieux écologiquement...

Dernièrement, on devrait de nos jours réussir à concilier croissance économique, écologie et géopolitique. D'une part, nous voyons dans les estimations de l'OCDE que si l'on souhaite une croissance économique mondiale annuelle de 2,8% d'ici 2060, il faudrait une augmentation de l'extraction de ressources fossiles et naturelles de 111%. Évidemment cela est impossible et insoutenable. Il faudrait donc réorienter le principal de l'activité sur des secteurs qui polluent moins et qui utilisent des énergies renouvelables. D'autre part, alors qu'une coopération mondiale est souhaitée, on voit que trop de pays se renferment dans le protectionnisme, le nationalisme et l'autoritarisme. D'autres rejettent la faute sur les Chinois et les Italiens, et créent des tensions pour les matériels médicaux... Il faudrait donc former une union internationale n'excluant aucun pays, afin de mettre en place des accords internationaux pour répondre aux enjeux de demain.

En conclusion, le coronavirus ne serait pas le créateur de cette crise économique, mais plutôt son déclencheur. Dans le futur, nous serons toujours confrontés à des événements imprévus, et il est donc essentiel de forger une économie plus résistante et plus durable. Le gouvernement apporte de nombreux soutiens à l'économie et les économistes sont unanimes, il faudra également une contribution des Français, via une augmentation de l'imposition et de la fiscalité. Nous verrons sans doute, au lendemain de cette épidémie, un monde changé, avec de nouvelles préoccupations, de nouvelles idées et de nouvelles réformes...

Narindra MIANDRISOA (1^{ère} 3), le 11 juin 2020